

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - Numéro 351 - 17 JANVIER 1985 - Prix 1 F 50

**Samedi 26,
dimanche 27 janvier**

MONTOIR-DE-BRETAGNE
SALLE MUNICIPALE POLYVALENTE

28^e CONFÉRENCE FÉDÉRALE

Les délégués(e) des conférences de section poursuivront le débat sur le projet de résolution, sur le rapport du Comité Fédéral pour lutter, rassembler, construire, pour sortir de la crise et bâtir le Socialisme à la française

Ils se prononceront sur les documents préparatoires au 25^e Congrès

Ils éliront les organismes de direction de la fédération et la délégation au 25^e Congrès

ASSEMBLÉE DES VÉTÉRANS

Mercredi 30 Janvier

Les vétérans du Parti se réuniront le **MERCREDI 30 JANVIER** à la Fédération.

Tous les camarades ayant 40 années d'appartenance sans interruption au Parti sont invités à s'inscrire.

Les années de membre de la Jeunesse Communiste comptent.

La carte de l'amicale des Vétérans sera remise lors de ce traditionnel banquet.

FAITES-VOUS INSCRIRE AUPRES DE LA FEDERATION



Mardi à l'appel de la CGT à Nantes entre la Préfecture et la Chambre patronale

CONTRE LA CASSE

Un millier de manifestants avec les licenciés de Creusot-Loire

C'est dans une ville recouverte de neige et figée par le froid que se sont retrouvés à l'appel de la CGT, des travailleurs de toutes les entreprises de l'agglomération nantaise, venus crier devant la préfecture leur colère devant la casse de Creusot-Loire et le licenciement par les deux repreneurs étrangers de nombreux salariés dont les délégués C.G.T.

Parmi les délégations présentes : Frigécrème (avec de nombreux non-syndiqués) BSN, la SNCF et le CHR) C'est devant les grilles de la Préfecture, recouvertes par les banderoles des syndicats CGT que G. Auffret, représentant CGT au Creusot-Loire (et lui aussi licencié) prit brièvement la parole pour remercier les manifestants d'être venus. « **Votre présence, c'est la démonstration de la non-résignation, c'est l'expression de la lutte nécessaire pour battre en brèche les prétentions patronales et pour s'opposer aux orientations du gouvernement qui conforte les décisions patronales.** »

Puis, Yannick Chesneau énumérait les entreprises nantaises dans lesquelles des licenciements sont programmés et déclarait :

« **Nous assistons à la plus grande casse industrielle de notre histoire, a souligné le secrétaire de l'UL-CGT.**

Ainsi à Nantes (où l'on fabrique les rotatives) on brade l'entreprise Creusot-Loire à des groupes concurrentiels américains et allemands. Cela conduit à la perte de technologies de pointe indispensables à notre pays. Cela conduit aussi pour l'usine de Nantes à des dépenses publiques inimaginables (vingt milliards de centimes !) et tout cela pourquoi ? Pour casser l'entreprise, pour licencier sous différentes formes plus du tiers du personnel ! »

Puis le secrétaire de l'UL reprochait au ministre du Travail et aux députés socialistes de Loire-Atlantique d'avoir cédé au patronat américain et allemand en laissant licencier contre l'avis de l'Inspecteur du Travail, les principaux délégués CGT de l'entreprise. « **Veut-on mettre en place, comme aux USA ou en RFA, l'interdit professionnel, l'interdit du droit syndical dans l'entreprise ? La CGT s'y opposera !** »

Le cortège, ponctué de banderoles s'est dirigé vers la Chambre patronale devant laquelle, pendant plus d'une demi-heure, le mot d'ordre « Réintégrez les licenciés ! Non à la casse ! » fut scandé et même dansé sur un air de samba... Il fallait bien se réchauffer !

Françoise LANCELOT.

Les KORRIGANS

- 8, avenue de la République
ST-NAZAIRE
Tél. 22.44.79
- COTTON CLUB**
(dolby-stéréo)
- LA CORDE RAIDE**
(int. - 13 ans)
- BALSTFICHTER L'EXECUTEUR**
- LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE**
- LES ENRAGES**

UGC APOLLO
7 SALLES • 7 FILMS
REPONDEUR : 20.15.31

LA CORDE RAIDE (int. - 13 ans)

TRAIN D'ENFER

GREMLINS

ROBIN DES BOIS
PLUS 3 DESSINS ANIMES

GLAMOUR

LOVE STREAMS

LES RIPOUX

UGC APOLLO

GENA ROWLANDS • JOHN CASSAVETES

LOVE STREAMS
"TORRENTS D'AMOUR"

UN FILM DE JOHN CASSAVETES

A l'affiche à Nantes

- APOLLO**
- 13 h 40 - 16 h - 19 h 45 - 22 h 05 (film 20 mn plus tard) + s. 0 h 25 : **LA CORDE RAIDE.**
 - 14 h 10 - 16 h 10 - 20 h 10 - 22 h 10 (film 25 mn plus tard) + s. 0 h 10 : **TRAIN D'ENFER.**
 - 13 h 40 - 16 h 05 - 19 h 30 - 21 h 45 (film 25 mn plus tard) + s. 0 h 05 : **GREMLINS.**
 - 13 h 30 - 15 h 55 - 19 h 15 - 21 h 30 (film 45 mn plus tard) **ROBIN DES BOIS.**
 - 14 h 10 - 16 h 10 - 20 h 10 - 22 h 10 (film 25 mn plus tard) + s. 0 h 10 : **GLAMOUR.**
 - 13 h 30 - 16 h 25 - 19 h - 21 h 45 (film 20 mn plus tard) : **LOVE STREAMS.**
 - 13 h 30 - 16 h 50 - 19 h 30 - 21 h 50 (film 25 mn plus tard) + s. 0 h 10 : **LES RIPOUX.**
- COLISEE (14 h 16 h 20 h 22 h)**
- 1 - L'ETE PROCHAIN.
 - 2 - LES RUES DE L'ENFER.
 - 3 - A NOUS LES GARÇONS.
- GAUMONT**
- 13 h 50 - 16 h 30 - 19 h 20 - 22 h : **COTTON CLUB.**
 - 13 h 55 - 16 h 30 - 19 h 25 - 22 h : **LA CORDE RAIDE.**
 - 14 h 05 - 16 h 30 - 19 h 35 - 22 h : **L'AUBE ROUGE.**
 - 14 h 10 - 16 h 30 - 19 h 50 - 22 h 10 : **PAROLES MUSIQUE.**
 - 14 h 10 - 22 h 10 : **MARCHE A L'OMBRE.** - 16 h 30 - 19 h 30 : **LA 7^e CIBLE.**
 - 14 h 05 - 16 h 30 - 20 h 15 - 22 h 10 : **ANOTHER COUNTRY.**
- KATORZA (14 h 16 h 20 h 22 h)**
- 1 - PHILADELPHIA EXPERIMENT.
 - 2 - A NOUS LES GARÇONS.
 - 3 - STRANGER THAN PARADISE.
 - 4 - SOS FANTOMES.
 - 5 - LES ENRAGES.
 - 6 - UN ETE D'ENFER.
- CINEMATOGRAHE**
- Mercredi, samedi, 14 h 30 et 16 h 30 : **LA BELLE ET LA BÊTE.**
 - Tous les jours 21 h + dim. 16 h 30 - 21 h : **AIDA.**
- OLYMPIA (14 h 16 h 20 h 22 h)**
- **AMADEUS** (V.F. dolby-stéréo)

G

place du commerce
48.29.95

COTTON CLUB
(dolby-stéréo)

LA CORDE RAIDE
(int. - 13 ans)

L'AUBE ROUGE

PAROLES ET MUSIQUE

MARCHE A L'OMBRE
LA 7^e CIBLE

ANOTHER COUNTRY

HORAIRE LES KORRIGANS

- Salle 1 : j. v. l. m., 14 h 15, 20 h, 22 h 15 ; s. d., 14 h, 16 h 25, 20 h, 22 h 25.
- Salle 2 : j. v. l. m., 14 h 15, 20 h 05 - 22 h 25 ; s. d., 14 h 05 - 16 h 25 - 20 h 05 - 22 h 25.
- Salle 3 : j. v. l. m., 14 h 15 - 20 h 20 - 22 h 20 ; s. d., 14 h 20 - 16 h 20 - 18 h 20 - 20 h 20 - 22 h 20.
- Salle 4 : j. v. l. m., 14 h 15, 20 h 10, 22 h 25 ; s. d., 13 h 45 - 16 h - 18 h 15 - 20 h 15 - 22 h 30.
- Salle 5 : j. v. l. m., 14 h 15, 20 h 15 - 22 h 15 ; s. d., 14 h 15 - 16 h 15 - 18 h 15 - 20 h 15 - 22 h 15.

Les films de la semaine

- **LA CORDE RAIDE.** - Film de Ricard Tugale, avec Clint Eastwood, Geneviève Bujold, Dan Hedaya, Alison Eastwood, Jennifer Beck
- **TRAIN D'ENFER.** - Film réalisé par Roger Hanin. Avec : Roger Hanin, Gérard Klein, Christine Pascal, Robin Renucci, Fabrice Eberhard, Xavier Maly, Benoit Regent
- **LOVE STREAMS, TORRENTS D'AMOUR.** - Film de John Cassavetes. Avec Gena Rowlands, John Cassavetes, Diahnne Abbott, Seymour Cassel
- **LES ENRAGES.** - Film de Pierre William Glenn. Avec Fanny Ardant, François Cluzet, Jean-Roger Milo
- **L'ETE PROCHAIN.** - Film de Naoune Trintignant, avec Philippe Noiret, Claudia Cardinale, Jean-Louis Trintignant, Fanny Ardant, Marie Trintignant, Jérôme Ange, Pierre-Loup Rajot
- **A NOUS LES GARÇONS** - Film réalisé par Michel Lang avec Claire Vernes, Roland Giraud, Amélie Prevost, Henry Guybet.
- **PHILADELPHIA EXPERIMENT.** - Film réalisé par Stewart Raffill Avec : Michael Pare, Nancy Allen, Bobby Di Cicco.
- **GLAMOUR.** - Film de François Marlet, avec Gabriella Dufwa, Yves Jonifroy, Deborah Power, Serge Sauvion
- **STRANGER THAN PARADISE** - Film réalisé par Jarmusch. Avec : John Lurie, Richard Edson, Eszter Balint, Cecilia Stark.
- **S.O.S. FANTOMES.** - Film de Ivan Reitman, avec Bill Murray, Dan Aykroyd, Sigourney Weaver, Harold Ramis, Rick Moranis
- **GREMLINS.** - Film de Joe Dante, avec Zach Galligan, Phoebe Cates, Hoyt Axton, Polly Holliday
- **ROBIN DES BOIS.** - Film de Wolfgang Reitherman (Walt Disney)
- **LES RUES DE L'ENFER.** - Film réalisé par Danny Steinmann. Avec : Linda Blair, Robert Dryer, John Vernon, Sal Landi.
- **L'AUBE ROUGE.** - Film de John Milus.
- **BLASTFICHTER L'EXECUTEUR.** - Film réalisé par John Old Jr Avec : Michael Sopkin, Valérie Blake, George Eastman, Mike Miller, Richard Raymond.
- **ANOTHER COUNTRY.** - Film de Marek Kaniévski (Prix de la meilleure contribution artistique Cannes 84).
- **COTTON CLUB.** - Film de Francis Ford Coppola. Harlem au années 20 avec une pléiade de vedettes
- **PAROLES ET MUSIQUE.** - Film réalisé par Elie Chouraqui Avec : Catherine Deneuve, Christophe Lambert, Richard Anconina, Jacques Perrin
- **LA SEPTIEME CIBLE.** - Film de Claude Pinoteau, avec Lino Ventura, Léa M. -sa), Jean Polret, Elisabeth Bourgine, Béatrice Agenin, Jean-Pierre Bacri, Pogor Planchon
- **MARCHE A L'OMBRE.** - Film de Michel Blanc, avec Gérard Lanvin, Michel Blanc, Sophie Duez
- **AMADEUS.** - Un film de Milos Forman.

APOLLO — GAUMONT

CLINT EASTWOOD
Flic ou violeur?...

LA CORDE RAIDE

"TIGHTROPE" Avec CLINT EASTWOOD et GENEVIÈVE BUJOLD, avec la participation de DAN HEDAYA, ALISON EASTWOOD, JENNIFER BECK. Produit par CLINT EASTWOOD et FRITZ MANES. Musique de LENNIE NIEHAUS. Ecrit et Réalisé par RICARD TUGALE. Distribué par WARNER COLUMBIA FILM.

INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

BALLET DE L'OPERA DE NANTES
GEORGE GERSHWIN
les 26 et 27 janvier

Pour deux représentations au Théâtre Graslin, les samedi 26 janvier à 20 h 30 et dimanche 27 janvier à 14 h 30, le Ballet de l'Opéra de Nantes présente **GEORGE GERSHWIN**, concerto pour piano « les Medley » et « Suite cubaine », sur une chorégraphie de Wladimir Skouratoff.

Maître de Ballet du Grand Théâtre de Bordeaux, Wladimir Skouratoff a réglé trois chorégraphes sur des musiques du plus célèbre des compositeurs d'outre-Atlantique. A Nantes, le Concerto pour piano, Les Medley et la Suite cubaine seront dansés par Evelyne Mangeard, Olivier Pardina et les danseurs du Ballet de l'Opéra de Nantes. Costumes Henry Delannoy. Production du Grand Théâtre de Bordeaux.

● Location aux guichets du Théâtre Graslin à partir du mercredi 23 janvier, de 10 h 30 à 13 h et de 14 h à 16 h 30.

● Par téléphone, à partir du jeudi 24 janvier, (40) 89-36-78.

Directeur de la publication
Maurice ROCHER
41 rue des Olivettes - NANTES

Imprimerie Commerciale
32, boulevard Laënnec - RENNES
C P P P n° 92 987

S.F.C.M.M. POUR L'EMPLOI

Ils étaient tous là, vendredi dernier, les travailleurs de la S.F.C.M.M. : malgré le froid qui prenait les pieds, le vent qui piquait les joues, ils avaient investi la pelouse gelée devant l'Hôtel de Ville de St-Herblain pour construire un four, emblème de leur lutte pour conserver leur emploi menacé.

Quand vous passez devant la S.F.C.M.M., route de Pompière, vous vous demandez : « qu'est-ce que c'est ça ? ». C'est simple : ce sont les 73 noms des travailleurs menacés de licenciements, 73 noms inscrits sur la façade de l'entreprise.

La S.F.C.M.M. c'était, il y a 15 ans, plus de 1000 salariés. Aujourd'hui : 250 : 154 à Saint-Herblain, 43 à Donges, 63 à Cherbourg. Et 53 menaces de licenciements à Saint-Herblain, 17 à Donges, 10 à Cherbourg.

« Les Nouvelles de L.A. » ont déjà, dans leur numéro du 3 janvier 85, relayé un communiqué de la section de St-Herblain qui venait de rencontrer une délégation des travailleurs de la S.F.C.M.M., les menaces qui pèsent sur cette entreprise.

Vendredi 11 janvier, les travailleurs de la S.F.C.M.M., à l'appel de leur syndicat C.G.T., amenaient donc leur lutte au niveau de la population.

Ils étaient soutenus par des délégations de travailleurs de chez Frigecreme, Waterman, des communaux de St-Herblain, etc... par des représentants de la section du P.C.F.

L'amoiance bon enfant quand le tour a marché, le petit jus au derrière d'une voiture, n'ont pas masqué la détermination des travailleurs à lutter pour que l'entreprise vive, d'autant qu'elle est performante, et qu'il s'agit plus de ruptures de contrats que de manque de charge de travail.

Cette entreprise de chaudronnerie, Construction Métallique et Mécanique, est implantée depuis plus de 20 ans sur Saint-Herblain.

S.F.C.M.M., entreprise essentiellement sous-traitante de la SNIAS, Construction et Réparation Navales, Creusot-Loire, subit directement le coup de la politique de casse et de régression sociale.

Ce sont, ce devrait être des secteurs d'avenir. D'autant que la SNIAS et Alstom — nationalisées — bénéficient d'énormes fonds d'Etat. Et rappelons

que le gouvernement s'était engagé à utiliser les entreprises nationales comme fer de lance du développement économique.

Quant à l'attitude de la Direction, pour pallier à ses difficultés, elle met en place un véritable monopole regroupant une douzaine d'entreprises au sein desquelles elle est directement ou indirectement impliquée, par personne dirigeante interposée : Cernat, Réparation Navale, S.T.M. Manutention, EGTI, B.F.A., O.C.T.A., personnels intérimaires, etc...

Ce monopole mis en place a eu et a toujours des conséquences dramatiques pour les travailleurs de la S.F.C.M.M. puisque, d'année en année, des plans de licenciements ont vu le jour.

Les critères aujourd'hui annoncés par la Direction :

• Refus de réduire les prix de revient au-delà d'un seuil ne permettant pas une meilleure rentabilité ».

On ne peut être plus clair. Aucun plan social n'accompagne cette mesure.

La décision de licenciements correspond essentiellement à une recherche maximum de profits sur le dos des travailleurs.

Et d'une pierre deux coups : 15 des 24 élus du personnel — dont toute la tête du syndicat C.G.T. — sont touchés par cette mesure de licenciements.

Il y a donc une volonté manifeste de casser l'organisation syndicale.

Sans compter qu'avec ces 73 licenciements programmés, l'entreprise de Saint-Herblain aura atteint le seuil minimum de viabilité.

Les travailleurs de la S.F.C.M.M., vendredi dernier, sont venus dire aux élus locaux, à la population, qu'ils n'acceptaient pas la fatalité de la crise, qu'ils n'acceptaient pas le diktat patronal, qu'ils affirmaient que des solutions existent pour sortir le pays du marasme, qu'ils exigent des responsables de la destinée du pays qu'ils mettent en place les moyens proposés par la C.G.T. pour sortir le pays de la crise, exiger que ces responsables, pour permettre la mise en place de ces moyens, prennent l'argent nécessaire là où il se trouve.

Ils appellent les travailleurs, la population, à lutter ensemble pour infléchir la politique de casse et de régression sociale.

SOLDES

CORNEILLE

46 av. de la République - SAINT-NAZAIRE

DAMES

Montoux

Impers

Pantalons

Pulés

Chemisiers

Cuir

Fourures

Peaux laniées

Robes

Jupes

DES MILLIERS DE VÊTEMENTS DAMES VENDUS A DES PRIX SACRIFIÉS - TOUT DOIT DISPARAITRE

— agir pour faire comprendre au gouvernement qu'il fait fausse route et que sa politique est contraire à l'intérêt des travailleurs qui l'avaient élu en 81.

— à signer massivement le Cahier de Soutien déposé à la mairie par les travailleurs de la S.F.C.M.M.

Les élus communistes, la section de Saint-Herblain du P.C.F. soutiennent l'action des travailleurs de la S.F.C.M.M., agissent pour que d'autres critères de gestion des entreprises soient pris en compte, que le profit patronal ne soit plus l'unique critère, mais qu'également, les besoins humains de ceux qui travaillent et produisent les richesses soient pris en compte.

Les travailleurs ont toutes les raisons de mesurer leur force, d'y trouver un puissant stimulant pour aller de l'avant sans perdre de temps.

La plus grande force qui soit dans la vie démocratique française, c'est eux-mêmes, rassemblés et debout.

Ils trouveront toujours les communistes à leur côté.

Claudine JACOTIN.

NANTES : un Conseil derrière les grilles

M. Chauty en a assez de voir des citoyens assister au Conseil municipal et parfois y manifester leurs sentiments face à telle ou telle décision ou déclaration.

Lorsque des éléments de droite y venaient pour insulter notamment les élus communistes, M. le Sénateur-Maire n'entendait sans doute pas. Mais voici plusieurs Conseils où parents d'élèves, enseignants, employés municipaux, salariés de l'AAPEN... viennent pour montrer qu'ils n'approuvent pas du tout la politique de casse du service public d'enseignement et, bien sûr, ça dérange la droite.

Lundi soir, les grilles de la mairie étaient fermées, n'avaient accès à la salle du Conseil que les personnes ayant pu avoir un billet numéroté. Il aura fallu près de deux ans pour la majorité réactionnaire du Conseil s'apercevoir que le nombre de places assises est limité. C'est au nom de la démocratie que L. Le Masne qui se prend pour un ministre de l'Intérieur, justifie cette atteinte au droit de tout citoyen de pouvoir assis-

ter aux séances publiques du Conseil.

De plus, puisque les quelques personnes ayant pu prendre place dans la salle étaient venues surtout pour entendre les diverses interventions des conseillers concernant notamment l'APPEN, M. Chauty déclara que ce n'était pas à l'ordre du jour et donc, les interventions ne concernent pas les dossiers inscrits étaient renvoyées à l'issue du Conseil.

On ne peut faire plus à l'égard des citoyens qui, malgré le froid intense, s'étaient déplacés au Conseil. Encore ces derniers n'étaient pas parmi les « privilégiés » qui devaient tancer de la semelle devant les grilles.

Parmi les dossiers, relevons celui concernant l'association « Nantes-Connors ». Paul Le Guilloux notait qu'une subvention devait être allouée à cette nouvelle structure créée le jour même, il ne fallait donc pas s'étonner qu'aucun budget prévisionnel ne figurait au dossier, pas plus que le récépissé de la déclaration en préfecture. De plus, une Société d'économie mixte remplit déjà convenablement ce rôle, alors pourquoi cette présentation ? interroge l'élu communiste.

Paul Le Guilloux protestait à propos d'un dossier sur un établissement protégé, une nouvelle fois l'avis du Conseil municipal était demandé par la préfecture, alors que l'extension de l'établissement était déjà réalisée. Il faudrait donc avaliser les risques pour l'environnement, c'est intolérable.

A propos de l'AAPEN Michel Maréchal constatait qu'il y a véritablement « la volonté de casser l'outil du service public scolaire et universitaire ». Après l'affaire des moniteurs fascistes et racistes « aujourd'hui c'est le licenciement de ceux qui refusent de se plier à vos exigences partisans ».

« Vous licenciez un délégué syndical et trois autres personnes qui refusent de témoigner contre leur collègue ».

Le conseiller communiste relevait qu'il s'agissait « d'un véritable règlement de compte qui cache mal votre déception que l'on ait débusqué vos hommes de paille à Darvallières-Chézine ».

Cela devient malheureusement une dangereuse habitude aujourd'hui à s'en prendre directement aux responsables syndicaux et aux personnels qui refusent l'allégeance... Comme en témoigne ce qui vient de se passer à Creusot-Loire où le patronat français, allemand et américain vient de décanter le syndicat C.G.T. et de licencier les communistes avec l'accord, hélas, du ministre du Travail...

Le SECOURS POPULAIRE ou la solidarité au quotidien...

En ces jours particulièrement pénibles avec le froid, nous avons demandé aux responsables du Comité Nantais du S.F.P. quels problèmes se posent à eux.

S.P.F. : Première constatation : le dénuement total s'accuse. Chaque jour, des demandes d'aides parviennent au Comité, par l'intermédiaire des assistantes sociales, des enseignants parfois, des voisins de familles en détresse, des personnes elles-mêmes qui n'ont plus d'autres recours que de frapper à notre porte.

N.L.A. : Quelles sont les difficultés de ceux qui viennent vers vous ?

S.P.F. : Multiples. Menaces de coupures de gaz, d'électricité, notes de loyer en retard, maladies, chômage très important, et le froid actuel. L'équilibre financier précaire des familles s'installe. Le déséquilibre psychologique suit.

J..., maman seule, doit vivre avec 2.400 F par mois pour elle et son petit garçon travail à mi-temps, subi, non choisi.

Et malgré cela, la souris cache l'angoisse, la crainte quotidienne de dépasser le budget

prévu. " Mais quand pourrai-je enfin respirer et dépenser sans compter chaque franc ".

Marie et son compagnon au chômage, tous deux, bientôt en fin de droit. Comment un couple peut-il supporter pareille situation ? Un état dépressif s'installe.

Madame X, 70 ans, n'a qu'un chauffage insuffisant, l'argent manque pour acheter un radiateur électrique.

N.L.A. : Quelles aides pouvez-vous apporter ?

S.P.F. : Le S.P.F. a toujours mis en avant le rôle prioritaire des pouvoirs publics, afin d'aider ceux qui en ont besoin. Nous ne voulons, ni ne pouvons nous substituer à eux. Nous dirigeons toujours les familles vers l'organisme qui doit répondre à leurs besoins. Nous les informons également de leurs droits, dans toute la mesure du possible.

Mais nous ne pouvons attendre. La progression très importante des plus démunis, nous oblige à l'entraide. Rappelons ce que nous avons distribué depuis novembre 1984 :

- 3,5 tonnes de pommes,
- de la salade,
- 60 boîtes de crème dessert

de 10 kg,

- des pommes de terre, des choux fleurs,
- 350 pizzas pour Noël,
- des plats cuisinés, des colis alimentaires,
- des bons de nourriture,
- 900 jouets avant Noël lors de six journées,
- des vêtements, gratuitement bien sûr, cinq jours sur sept.

Nous organisons des braderies de vêtements dont la recette va intégralement à la solidarité.

Nous avons participé à la répartition des surplus alimentaires les 19, 20, 21 décembre au Champ de Mars, avec d'autres organisations caritatives. Nous participons au travail du collectif d'aide aux sans abri, qui depuis un an, est en relation avec la mairie pour résoudre ce problème.

Force est de constater que, de ce côté, l'aide a été bien tardive. Ce sont surtout ces organisations caritatives qui ont trouvé et organisé l'accueil de nuit en cette période de froid extrême.

Nous préparons un après-midi pour deux cents personnes âgées, avec spectacle, auquel participeront une quarantaine d'enfants.

Chaque personne âgée rece-

vra un colis, les absents seront servis à domicile.

N.L.A. : Avez-vous assez de bénévoles ?

S.P.F. : Non, jamais assez. Nous manquons de bras pour aller chercher : produits alimentaires, vêtements, médicaments.

N.L.A. : Avez-vous d'autres problèmes ?

S.P.F. : Oui. Nous avons besoin de couvertures, de denrées alimentaires. Nous voudrions une camionnette. Nous manquons de place. Notre local devient trop petit. Il ne permet plus de recevoir avec la discrétion indispensable, des familles en difficulté. Il ne permet pas, non plus, d'entreposer les denrées alimentaires en quantité suffisante, ni d'effectuer le nécessaire travail administratif dans le calme.

A TOUS NOUS REDISONS : AIDEZ-NOUS.

Notre adresse : 22, quai Ernest-Renaud - 44100 Nantes Tél 73-49-45.

C.C.P. Secours Populaire Français, Comité de Nantes, 2082-26 S Nantes.

SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE COMMUNISTE

8^e LISTE ARRÊTÉE AU 7 JANVIER 1985

Report de la 7^e liste arrêtée au 7 janvier 1985 : 34 551,10 F

PAYS DE RETZ	
Robert Dhéry	48,00 F
NANTES	
Juliette Moreau	100,00 F
Yvette Picart	100,00 F
Albert Sureau	100,00 F
Cellule Pablo Neruda	250,00 F
Cellule Guy Mocquet	500,00 F
Cellule Guy Mocquet	614,00 F
Cellule Casanova - M. et G. Leloup	200,00 F
VALLEE DE L'ERDRE	
Jean-Pierre Lamorlette (Blain)	80,00 F
Claudine Gaudin (Blain)	40,00 F
Cellule Jara Grimau (Blain)	750,00 F
Jeanne Gaudin (Blain)	40,00 F
SAINT-SEBASTIEN	
A. Sartori (Clisson)	150,00 F
SAINT-NAZAIRE	
Marguerite Boy	150,00 F
Paulette Mérand	500,00 F
Anonyme	500,00 F
M. et Mme Cadoret	100,00 F
Cellule Jean de Neyman	400,00 F
Joseph Patron	300,00 F
Cellule Hochi Minh	250,00 F
SAINT-HERBLAIN	
Amie herblinoise	400,00 F
VAL-DE-LOIRE	
CDH d'Ancenis	100,00 F
Cellule Léoncie Kéritel de Mauves	50,00 F
CARQUEFOU	
Cellule Vaillant-Couturier	150,00 F
LA BAULE	
Roger Guillaume (La Turballe)	100,00 F
REZE	
M. et Mme Henri Moysan	200,00 F
LA MONTAGNE	
Cellule Guy Mocquet, St-Jean-de-Boiseau	400,00 F
PARIS	
Pierre Sotura	500,00 F

Total 8^e liste : 7 072,00 F 7 072,00 F

A REPORTER : 41 623,10 F

**POUR NOTRE PRESSE, UN DERNIER EFFORT
VERSEZ VOS DONZ AU C.C.P. Gilles Bontemps
N° 4400-47 W Nantes**

LE 25^e CONGRÈS

avec

L'Humanité

**pour un débat
fructueux complet
démocratique**

SECTIONS, CELLULES

Durant la préparation du 25^e congrès
gagnez des milliers de communistes
à la lecture de « L'Humanité »

ABONNEMENT 3 MOIS 50 F

**POUR NELSON
MANDELA**

« L'Huma-Dimanche » donnait
à ses lecteurs, la semaine der-
nière, la possibilité d'intervenir
pour la libération de Nelson
Mandela, emprisonné depuis
22 ans en Afrique du Sud.

Un enseignant du LEP de
Paimboeuf décide de reproduire
l'encart de « L'Huma-Dimanche »
et le fait signer à ses collègues,
tous participant ainsi à la cam-
pagne lancée par notre journal.

Pour la libération de Mandela,
un exemple à suivre.

**ADHÉREZ
AU PARTI
COMMUNISTE
FRANÇAIS**

NOM :

Prénom :

Adresse :

Bulletin à retourner au
siège de la Fédération, 41,
rue des Olivettes, 44000
NANTES.

LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'INITIATIVE ÉCONOMIQUE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

L'impulsion pour entreprendre

Si vous souhaitez créer, reprendre, développer une entreprise, une brochure est
à votre disposition. Elle vous sera adressée gratuitement dans les jours qui suivent.

Renvoyez ce coupon-réponse à l'adresse suivante :

TRANSDISTRIBUTION "Développement de l'Initiative économique"
Boîte Postale 117, 45141 Saint-Jean-de-la-Ruelle Cedex

Je désire recevoir brochures

NOM ou RAISON SOCIALE

PRÉNOM

ADRESSE

VILLE

CODE POSTAL

(EN LETTRES CAPITALES)

S.E.B. : EN OFFRANT UNE CANETTE, LES TRAVAILLEURS EXPLIQUENT LEUR ACTION

Le jeudi 10 janvier se tenait
à Sèvres un C.C.E. extraordi-
naire convoqué sur demande de
la direction générale de la SEB,
pour apporter réponse aux orga-
nisations syndicales CGT-CFDT,
sur leurs propositions indus-
trielles et économiques

Le lundi 7 janvier, le person-
nel, réuni en assemblée, se
prononçait majoritairement sur
les propositions des organisa-
tions syndicales, à savoir :

— 3 heures de débrayage le
jeudi matin, jour du C.C.E.,

avec distribution de bière de-
vant l'usine.

Les travailleurs, en distri-
buant la bière gratuite à laquelle
ils ont droit chaque semaine,
voulent, par cette action,
montrer leur volonté de lutte et
la défense de leur outil de
travail.

Le jeudi matin, de 9 h à 12 h,
les travailleurs de la SEB ont
pris position sur le boulevard
de Cardiff, devant l'usine.

Ils ont distribué près de
2 000 bouteilles de bière Kan-

terbraü, avec un tract expliquant
les raisons de leur lutte.

L'accueil des automobilistes a
été très favorable à cette forme
de manifestation et la sensibili-
sation de la population sur le
problème de l'entreprise très
importante.

Pendant que les travail-
leurs de l'usine de Nantes
étaient en manifestation de-
vant l'usine, les représen-
tants du personnel CGT et
CFDT étaient en réunion de
Comité Central exceptionnel.
Lors de cette réunion, la
Direction de la SEB a ré-
pondu aux arguments déve-
loppés par les organisations
syndicales dans le document
d'étude pour la survie de
l'usine. A aucun moment la
SEB n'a démonté l'argumen-
tation des syndicats, elle
campe sur ces positions de
casse de l'outil industriel,
d'abandon des intérêts des
salariés de la SEB, du tout
à l'investissement sur le site
de Champigneulle et de
mise à saturation des grou-
pes de Kronenbourg, au dé-
triment des usines SEB de
Denain, Nantes, Melun.



GARDILOIRE : investir ou casser !

La réponse d'Edith Cresson,
ministre du Redéploiement In-
dustriel et du Commerce Exté-
rieur, aux maires communistes
de la région nazairienne, à pro-
pos d'une demande d'entrevue
concernant l'entreprise Gardi-
loire, mérite attention.

Le ministre reconnaît que
« l'usine de Montoir est une
usine assez récente et bien
située » mais qu'« en revanche
elle est moins bien intégrée
que la plupart des usines du
groupe car elle ne possède ni
atelier de production d'ammo-
niac, ni atelier d'acide phospho-
rique ».

Ainsi elle confirme le bien-
fondé des propositions du P.C.F.
sur la nécessité de moderniser
et d'accroître les capacités de
l'unité d'ammoniac de la Grande
Paroisse pour répondre en
même temps aux besoins de
Gardiloire et d'A.P.Z. Basse-
Indre. Elle doit donc appuyer
d'urgence les initiatives des
maires de Montoir et de Trignac
pour provoquer à St-Nazaire une
rencontre sur ce sujet et pour
la réalisation rapide par Technip
d'une pré-étude.

Le ministre reconnaît égale-
ment que « l'industrie des
engrais bénéficie sur son propre
marché d'une protection géo-
graphique non négligeable ».

Qu'attend-elle alors pour inter-

venir afin que le dossier indus-
triel et les propositions syndi-
cales, qui concernent l'avenir
des engrais dans l'Ouest, soient
enfin discutés ?

Mais, jusqu'à présent, Mme
Cresson n'écoute que la voix
des casseurs et s'empresse de
reprendre à son compte l'argu-
ment du « lourd handicap au
niveau de la productivité du fait
d'un effectif trop lourd ».

Comme lui fait remarquer
J.-L. Le Corre dans une nouvelle
lettre : « Lorsque vous assurez
que l'usine de Montoir a un
lourd handicap du fait d'un
effectif trop important, vous
apportez votre soutien à la
direction de cette société contre
l'intérêt des personnels, contre
l'intérêt général de cette indus-
trie ».

L'écoute exclusive de l'argu-
mentation patronale fait perdre
au ministre du Redéploiement
Industriel tout sens des réalités
économiques les plus élémen-
taires. En prenant connaissance
du rapport de l'expert-compta-
ble, elle pourrait s'apercevoir
que c'est à Gardiloire que l'on
trouve le meilleur taux de pro-
ductivité des usines du groupe
COFAZ-SOPAG.

Elle apprendrait que les frais
de personnel par rapport au
chiffre d'affaires ne représente
que 11,70 % pour le groupe et

seulement 9,7 % pour Gardiloire.

Elle se rendrait compte qu'une
compression de 3 % des frais
financiers représenterait une
économie de 220 millions de
francs, soit l'équivalent obtenu
par les mesures de licenciements.

Elle constaterait que la direc-
tion n'apporte aucune explica-
tion sur son projet de faire
fonctionner l'usine avec le tiers
des effectifs en moins.

La faiblesse de l'argumen-
tation du ministre est telle que
le député socialiste de la
circonscription soit obligé d'ex-
primer publiquement « ses plus
expresses réserves sur la ma-
nière dont elle gère le dossier
Gardiloire » et regrette « que
les propositions syndicales
n'aient pas été examinées ».

Une telle prise de position
n'est pas étrangère à la grande
combativité des travailleurs
pour défendre l'emploi et le
potentiel de production, du fait
que l'Inspection du Travail ait
refusé les licenciements pour
motif disciplinaire de 6 élus et
syndicalistes C.G.T.

Elle n'en constitue pas moins
un point d'appui dans la lutte
pour qu'aboutissent concrète-
ment et rapidement les proposi-
tions de l'intersyndicale CGT-
CFDT et du P.C.F.